

Chacun d'entre vous a pu suivre et s'intéresser aux événements survenus dans l'industrie du raffinage et notamment dans celui du groupe TOTAL.

Malheureusement force est de constater que l'ensemble des médias n'a pas joué son rôle d'informateur y compris les télés et radios des services publics.

Ce dossier concerne des milliers d'emplois et a des conséquences directes sur les ressources des caisses de la protection sociale et donc des retraites. Il est étroitement lié à l'indépendance énergétique industrielle de notre pays.

### **SALARIES - RETRAITES - PRIVÉS D'EMPLOIS : tous concernés !**

Il aura fallu un risque de pénurie d'approvisionnement des distributeurs de carburant, conséquence d'un mouvement de grève des salariés du groupe Total, pour qu'enfin commence à s'ouvrir le débat sur le raffinage en France dont dépendent la pétrochimie et la chimie. Commence seulement, car limité à la reprise par les médias d'arguments de PDG du raffinage, de technocrates responsables de l'industrie française du pétrole ou de responsables du gouvernement subordonnés à la logique financière des actionnaires de grands groupes industriels.

### **OUVRONS LE DEBAT SUR LE RAFFINAGE**

Souvent entachée de guerres, de coups d'état, de déplacements de populations, dans d'autres pays, d'autres continents, l'industrie pétrolière « **épine dorsale du colonialisme** » et ses dirigeants persistent encore de nos jours, pour satisfaire leurs actionnaires, à soutenir dictatures et juntas au pouvoir. ELF devenu TOTAL reste l'exemple le plus connu par ses agissements notamment en Birmanie et en Afrique.

### **DES ARGUMENTS FAUX ET CONTRADICTOIRES**

Les salariés n'ont aucune leçon à recevoir de la part de tels dirigeants.

Les excédents de production répétés par certains comme une fatalité devant les micros des radios et des télévisions n'existent qu'en théorie purement comptable.

**LA PREUVE** : en 2009, conjoncture oblige, la demande pétrolière n'a baissé que de 2,8% soit 2,4 millions de tonnes. La demande aujourd'hui est quasiment la même que celles de 2002 / 2007. Les raffineries françaises traitent 98 millions de tonnes de pétrole pour une consommation de 85 millions. Pour des besoins d'entretien, de réglementation, nos usines s'arrêtent de produire au maximum tous les 5 ans. A ces arrêts d'inspections et de réparations s'ajoutent les arrêts imprévus pour incidents ou accidents.

**La production reste proche de la consommation.**

**LA REALITE** depuis plus de 30 ans les besoins en produits pétroliers ont évolué .

Contre l'avis des salariés depuis 20 ans, les pétroliers refusent d'investir et de modifier l'outil de raffinage en fonction des besoins. La France est très déficitaire en gazole, un tiers de la consommation : 11 millions de tonnes sont importés.

**La RARETE du GAZOLE est ORGANISEE pour augmenter les prix à la pompe et les profits des grands groupes.**

**L'ENVIRONNEMENT**, la protection de la planète maintenant admise comme un intérêt général vital , la diffusion des idées écologistes plus avancé en France suffisent-elles à éloigner les raffineries des contraintes environnementales ou s'agit- il de s'assurer ailleurs des taux de rentabilité plus élevés ?

**Les arguments répétés par les médias n'ont qu'un but : donner un passeport à de futures délocalisations et fermetures dans l'hexagone !**

**L'AUTOMOBILISTE POMPE A FRIC POUR LES ACTIONNAIRES ET L'ETAT**

Passer à la pompe, c'est passer chez son percepteur plus que l'on croit, c'est , crise ou pas crise des dividendes dans la poche des actionnaires.

**Exemple: pour un plein de 40 € de gazole, vous acquittez 23 € d'impôts**

16,4 € de TIPP (taxe intérieure) + 3,3 € de TVA + 3,2 € de TVA sur la TIPP

**Sur les 17 € restants :**

3,2 € des marges de distribution paient les salariés des stations services, conducteurs des camions, ouvriers de dépôts.

1,4 € paient les 20 000 salariés des raffineries et financent les investissements.

12.4 € paient le pétrole brut, dont 1 à 2 € remboursent extraction et transport

➤ **Le reste de ces 12,4 € soit le quart de votre facture alimente la spéculation sur le prix du pétrole.**

**TOTAL - ESSO - SHELL et BP** sont propriétaires du parcours (extraction, transport, distribution) de vos 40 € prélevés dans votre porte-monnaie.

**On comprend mieux l'intérêt de ces entreprises à spéculer sur une hausse des prix du pétrole et à éloigner le raffinage des consommateurs Français et Européens. La loi de 1928 abrogé dans les années 80 limitait cette dérive.**

**TOTAL perdrait de l'argent ?**

**Faux** : de 6 à 8 milliards l'an, au début des années 2000, le raffineur est passé à des profits record de 12 à 14 milliards ces dernières années.

**Réaliser des profits à hauteur de 8 milliards en 2009** (année de crise, alors que le contribuable paie cash chômage et augmentation du coût de la vie) mérite un autre discours que celui du fatalisme prôné par l'Élysée et Matignon.

**ETATS GENERAUX DE L'INDUSTRIE UNE TROMPERIE DE PLUS**

A Marignane où il vient de conclure la mascarade des états généraux de l'industrie, le chef de l'état à oublié ou renié ses engagements pris en février 2009 sur le partage de la plus value dans les entreprises.

Il préconisait même **le partage en trois tiers des profits**, une part aux investissements, une sur les salaires, une autre aux actionnaires. Au mois de mai de la même année, la girouette de l'Élysée insistait même en déclarant **qu'il laissait deux mois aux partenaires sociaux pour débattre de ce sujet** et qu'ensuite son gouvernement trancherait.

**Comme il le fait sur tous les dossiers, après 3 petits tours d'animation devant micros et caméras, la marionnette s'en est allée.**

Les actionnaires de TOTAL toucheront cette année les mêmes dividendes que les années record.

Les salariés de Total, qui toucheront 1,1 % d'augmentation salariale en 2010, apprécieront !

## **L'INDUSTRIE AU SERVICE DE L'ECONOMIE ET DU SOCIAL**

Le pétrole ce n'est pas qu'un équilibre à trouver entre le gazole et l'essence pour la voiture ou la tondeuse à gazon, **la pétrochimie et la chimie en France, ce sont près de 5 emplois induis pour un emploi à statut.** L'industrie participe à l'économie locale, à la construction d'infrastructures, de développement des services publics. De la santé à l'enseignement, de l'artisanat au commerce, des maisons aux écoles, de l'hôpital à la crèche, les matériaux

Issus de la pétrochimie apportent à la vie de la cité un bien vital, des ports aux réseaux ferrés et routiers, des milliers d'emplois sont générés.

## **INDUSTRIE - EMPLOI - PROTECTION SOCIALE - UN LIEN ETROIT**

Le dossier des retraites, est dépendant de la politique de l'emploi pour les ressources des caisses. La casse de l'industrie en France, les délocalisations, le chômage réduisent d'autant les ressources.

- ▶ **Les caisses de retraite souffrent d'un déficit de 5 milliards**
- ▶ **Distribuer 35 milliards d'euros aux actionnaires du CAC 40,**
- ▶ **Offrir, chaque année, près de 30 milliards d'exonérations de charge et autres cadeaux aux entreprises mérite un autre regard, d'autres solutions que celles, fatalistes « rabâchées » par les médias !!!**

**1% de masse salariale en plus = 2 milliards pour la sécurité sociale.**

Vivre plus longtemps n'est pas une anomalie.

Le progrès technologique n'est pas une erreur de parcours du monde du travail.

Aujourd'hui 2 salariés des industries produisent plus de richesses que 10 salariés il y a quelques années !

## **La CGT propose une réelle réforme des retraites**

La plus-value dégagée par les entreprises, en augmentation constante, doit participer plus équitablement aux ressources de la protection sociale.

- **Le système par répartition,**
- **l'âge de départ,**
- **le niveau des pensions de retraite**

**n'ont aucune raison d'être remis en cause.**

## RISQUE INDUSTRIEL

Après l'Erika et AZF Toulouse, on pouvait penser que la loi Bachelot du 31/07/03 imposerait aux industriels plus de contraintes sur la prévention pour protéger salariés et populations.

### **7 ans après la loi**

La citoyenneté des salariés de la sous-traitance n'est pas respectée ! Les accidents mortels de 2009 rappellent les risques et l'environnement dans lequel travaillent des milliers de salariés.

**Les premiers PPRT** (plans de préventions des risques technologiques) comme celui de Total la Mède, préconisent aux riverains d'investir à la place des actionnaires pour protéger leur vie et leur santé.

**Sur de nombreux sites**, en amont des risques, les directions proposent continuellement des restructurations pour réduire les coûts ! Et satisfaire à la hausse le versement de dividendes aux actionnaires

**Moyens humains et matériels** pour la conduite et l'entretien des installations de fabrication sont de plus en plus réduits et contraints de restrictions dans les budgets.

## RISQUE ECONOMIQUE

**Des projets de terminaux** : pour quel intérêt ? Sans que le bien-fondé des ces équipements ait fait l'objet d'étude ou de débat public, des projets se développent en France.

**FOS** : un risque économique !

S'il voyait le jour, le terminal de produits finis serait l'équivalent de plusieurs raffineries.

Comment expliquer les doubles discours des défenseurs du raffinage qui à la fois sont prêt à s'associer à ce genre de projet.

Avec la taxe verte (Carbonne) sur les productions réalisées sur sol français mais épargnant celles entrant dans l'hexagone, n'habille-t-on pas l'argument des futures délocalisations de nos raffineries ?

Ces mesures, à géométrie variables demandent des éclaircissements.

**Le 15 avril, jour de la table ronde, obtenue après plusieurs jours de grève, les salariés, les populations attendront de vraies réponses.**

Madame, Monsieur,  
des rendez-vous citoyens vont se  
présenter à vous  
Mêlez vous de ce qui vous regarde !

**Salaires - Emplois - Retraites  
Dans un environnement industriel  
Sécurisé et Pérennisé !**